

**CIBLE**

## Chine

**L**es partisans de l'euro expliquent que la chose permettra une comparaison immédiate des coûts sur l'ensemble de la zone monétaire. La concurrence sur les salaires sera donc poussée à l'extrême et, pour rester compétitives, les entreprises se délocaliseront vers les pays où la main d'œuvre est la moins bien payée.

Cela signifie que nous aurons chaque année des dizaines, voire des centaines de drames analogues à ceux qui sont aujourd'hui vécus par les ouvriers, les employés et les cadres de Danone, Mark et Spencer, Moulinex...

Cette conception est abjecte et concrètement meurtrière. Elle est aussi parfaitement imbécile puisque la concurrence sur les salaires ignore les zones monétaires.

Preuve est en donnée par notre confrère *Libération*, qui nous apprend que tous les convertisseurs francs/euros sont fabriqués ... en Chine ! Pourquoi ? Parce qu'une ouvrière logée et nourrie sur place revient là-bas à 500 F par mois. On peut trouver encore moins cher en passant ses commandes à l'administration du *Laogai*, le goulag chinois.

## AFGHANISTAN

# Les enjeux politiques

### Histoire

**Le colonel  
Rémy**

p. 8

### Utopie

**Sciences  
en fiction**

p. 6/7

Toulouse

La justesse des remarques de la rubrique *Cible* (Royaliste n° 778) sur la nécessité de rechercher et de punir les responsables de l'explosion de l'A.Z.F., la compassion pour les victimes et... la proximité ne doit pas nous rendre moins lucides qu'à propos de l'attentat de New York.

Quelques observations :

- Pourquoi la thèse de l'accident a-t-elle été si vite adoptée par les autorités, surtout locales (maire, procureur...) ?

- La rapidité avec laquelle des associations se sont formées pour exiger le départ des usines chimiques donne à penser...

- Cette exigence, exprimée par le maire et par l'opposition municipale, aurait-elle quelque chose à voir avec l'intérêt de dégager des dizaines (centaines ?) d'hectares aux portes de la ville ? Je ne pense pas qu'on veuille les assainir pour les rendre aux cultures maraîchères qui les entouraient il y a moins de cinquante ans !!

- Enfin, une victime est une victime, elle a droit à notre compassion même si elle n'est pas spectaculaire. Les conducteurs français tuent en un an trois cent fois comme cette explosion. Plus de 8 000 crimes quasi impunis dont on connaît pourtant les coupables !

- Savez-vous quel est le nombre d'accidents mortels dans l'industrie du bâtiment ?

Si grave qu'ait été cette explosion, si légitimes la tristesse et même la colère des victimes, pas plus que l'attentat de New York, ce n'est pas catastrophe du siècle, ni même, hélas, de l'année.

A Toulouse comme à Manhattan, « partageons tous le même deuil » (Susan Sontag citée par *Royaliste* n° 778). Mais que cela ne nous empêche pas de réfléchir, les yeux grands ouverts !

A.-M. V. (Toulouse)

Pacifisme

Les idées pacifistes sont des plus respectables. On ne peut qu'espérer voir les États-Unis peser de tout leur poids pour les imposer dans le conflit israélo-palestinien. Les ressentiments légitimes du monde musulman s'en trouveraient certainement atténués.

Mais je suis en complet désaccord sur la position ultra-pacifiste prise par *Royaliste* sur le conflit en Afghanistan, telle que M. Bertrand Renouvin l'a exprimée dans son récent éditorial (n° 780). Le terrorisme dont les États-Unis ont été les victimes peut frapper d'autres nations, la France en particulier qui a été une cible en d'autres temps. Le régime alors en place en Afghanistan soutenait ce terrorisme. Aussi j'approuve l'action menée par la France. Je regrette même aujourd'hui de ne pas être anglais. J'aurais ainsi la satisfaction supplémentaire de vivre en monarchie.

M.C. (Val-de-Marne)

Antiaméricanisme

Votre éditorial du 1<sup>er</sup> octobre (*Royaliste* n° 778) m'a stupéfait

par son antiaméricanisme brutal et, quelque peu indécent, en raison des circonstances. J'ai cependant attendu quelques temps avant de vous écrire, refusant de croire que votre position ne puisse évoluer. Or le numéro que je viens de recevoir titré « Non à la guerre ! » ne laisse aucun doute sur le contenu.

Je vous suis depuis bientôt trente ans sans jamais avoir été en désaccord profond. Pour la première fois je puis dire que je suis épouvanté par la nature et le ton de vos propos à l'égard des États-Unis et de nos dirigeants qui font leur devoir d'alliés fidèles et loyaux comme de Gaulle l'avait fait en 1962 lors de la crise des fusées.

Notre allié a été agressé sur son sol, il y a eu des milliers de victimes et nous Français nous restons neutres et spectateurs ? Quelle honte, mais quelle honte ! Par quelle aberration peut-on à ce point tourner le dos à tout ce qui justifie notre attachement à la patrie, à l'ordre chrétien et à la liberté des hommes ?

C. L. (Oise).

Plaidoyer

La vivacité des réactions de nos deux lecteurs publiées ici nous a surpris. Les positions prises par *Royaliste* après les attentats du 11 septembre et face à la guerre en Afghanistan ne relèvent ni d'un pacifisme doctrinal ni d'un antiaméricanisme de principe. Rappelons à nos deux lecteurs que nous avons approuvé la participation de la France à la guerre du Golfe menée par l'armée américaine... Mais, fondées sur une analyse précise, nos réactions partent d'un quadruple constat :

- tant que l'on ne fera pas disparaître le terreau dans lequel se recrutent les terroristes la lutte sera impossible.
- les Américains mènent une guerre de type classique inadaptée aux objectifs poursuivis.
- la méconnaissance de la situation intérieure de l'Afghanistan les amènent à manquer les chances de paix.
- La France, faute d'une vision politique à long terme, se cantonne à un suivisme frileux à la remorque des anglosaxons.

On peut discuter la pertinence de notre constat mais il ne faut pas se tromper quant à nos intentions.

Y. A.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Viol en réunion - Préparatifs de campagne - p.4 : Zaher Chah, homme de paix - p.5 : Politique musulmane - p.6/7 : Sciences en fiction - p.8 : Du général de Gaulle au maréchal Pétain - p.9 : Penser la crise - p.10 : Voyage en politique - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Que les citoyens s'organisent !

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Constitution

Viol en réunion

En décidant l'envoi en Afghanistan de soldats français sans avoir reçu l'autorisation du Parlement, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont, une nouvelle fois, délibérément violé la Constitution.

Sans reprendre cette fois le débat sur la « guerre juste », il y a lieu de rappeler que l'usage de la force armée, malheur absolu, doit au moins respecter des principes de deux ordres : des principes moraux, surtout si on déclare vouloir faire une « guerre morale », et des principes juridiques, liés aux premiers, dans l'ordre du droit international et quant à la loi constitutionnelle.

Lors de l'agression contre la République yougoslave, en 1999, les dirigeants français, entre autres, se sont rendus coupables de viol de la Charte des Nations unies, de viol de la Constitution française et pourraient être poursuivis pour crimes de guerre en raison, notamment, de la nature des projectiles utilisés (obus à l'uranium appauvri) et des cibles civiles délibérément visées.

La guerre menée par les États-Unis est faite dans un esprit de vengeance (non de justice) puisqu'il s'agit de prendre Oussama Ben Laden « mort ou vif » et l'utilisation de bombes à fragmentation ne respecte pas le principe de proportionnalité dans cette étrange guerre qui est menée avec des moyens militaires classiques et écrasants, non contre un État, mais contre un groupe de terroristes et contre des bandes fanatisées.

Entre spécialistes du droit international, le débat est ouvert sur ces points brièvement évoqués. Mais en

France même, il n'y a pas de discussion possible : l'article 35 de la Constitution stipule que « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ». Cette autorisation n'a pas été demandée et elle n'a pas été donnée. Cela signifie que le président de la République, chef des Armées, et le Premier ministre, qui « dispose de l'administration et de la force armée », ont délibérément violé la Constitution en décidant l'envoi de navires, d'avions et de troupes au sol.

Ce viol est d'autant plus manifeste que, au moment même où Jacques Chirac décidait, avec Lionel Jospin, l'envoi d'avions de chasse et de parachutistes en Afghanistan (déclaration du 16 novembre) le chancelier allemand engageait une difficile bataille parlementaire. Face à une opposition résolue qui venait de sa propre majorité et qui risquait de faire éclater la coalition rouge-verte, Gerhard Schröder a demandé la confiance au Bundestag sur la question de l'envoi de soldats allemands sur le territoire afghan, et obtenu seulement deux voix de majorité.

L'attitude de l'exécutif français se passe de tout commentaire. Mais les deux oligarques doivent recevoir la sanction politique de leur mépris inouï de la démocratie, en attendant de rendre des comptes à la justice.

Annette DELRANCK

Chevènement

Préparatifs de campagne

Aveuglés par leur rivalité, Jacques Chirac et Lionel Jospin n'ont pas vu venir le danger. Bien sûr, tout le monde parlait d'un « troisième homme » possible mais ce personnage hypothétique semblait destiné à jouer dans l'arrière-cour le rôle du contre-feu ou du ramasse-miettes...

Bien sûr, les jospinistes espèrent toujours que Jean-Marie Le Pen gênera le chef du RPR, et les chiraquiens comptent sur Charles Pasqua, François Bayrou et Christine Boutin pour ramener à la bergerie, après le premier tour, les agneaux ayant folâtrés dans les prairies nationalistes, néo-libérales ou catho-traditionalistes. Mais Jean-Pierre Chevènement a fait en quelques semaines une percée qui inquiète les deux « grands » candidats. Entré en campagne avec la troupe vaillante mais très minoritaire du Mouvement Des Citoyens, l'ancien ministre a immédiatement reçu le soutien de très nombreuses personnalités de droite et de gauche (beaucoup d'amis non-royalistes de notre journal figurent sur la première liste de ses soutiens) qui auraient dû retenir l'attention des observateurs.

De fait, les socialistes de haute tradition, les communistes critiques et les figures historiques qui se sont engagés les premiers préfiguraient le mouvement qui est en train de se produire et qui aboutit à la conjonction de patriotes de droite et de gauche.

Ce mouvement a-t-il la consistance indiquée par des sondages toujours incertains ? Sans doute, puisque *Le Monde*, journal de la classe dirigeante, s'est empressé d'affirmer que Jean-Marie Le Pen serait le véritable « troisième homme » de la campagne alors que le célèbre

clodoaldien se prépare manifestement à jouir d'une paisible et confortable retraite. Sans doute, puisque Christian Poncelet, président du Sénat, a incité Charles Pasqua à se présenter pour contrer la candidature de Chevènement : c'est avouer l'inquiétude provoquée par le ralliement de jeunes militants pasquais et séguinistes et de grandes figures du gaullisme à la candidature de « l'homme de la nation ». Sans doute, puisque les plumes jospinistes de *Libération* et les huistes (partisans de Robert Hue) de *L'Humanité* essaient d'immuniser l'électorat de gauche contre Chevènement en lui prêtant des tendances droitières. Or ce dernier s'est simplement mis en situation de rassembler toutes les familles politiques nationales contre les deux tendances, chiraquienne et jospiniste, de l'oligarchie ultra-libérale.

Ce rassemblement s'étendra-t-il à la Nouvelle Action royaliste ? Certains journalistes l'affirment, sans rien savoir et sans avoir vérifié des informations douteuses ou fausses diffusées le 13 novembre par le canal de l'AFP. La vérité est que le Conseil national de la Nouvelle Action Royaliste a fixé les orientations du mouvement quant à la campagne présidentielle, mais celles-ci ne seront pas rendues publiques avant plusieurs semaines. Cette décision n'empêchera pas les rumeurs de courir, pour notre amusement.

Jacques BLANGY

# Zaher Chah, homme de paix

**Les instantanés de la guerre et l'accélération des opérations militaires en Afghanistan ont trop souvent masqué la ligne de conduite du roi et des royalistes, tout entière dictée par le souci de l'indépendance nationale et de la paix.**

Une fois de plus, les médias ont déçu : aux heures de grande écoute, l'information télévisée a adopté la vision américaine de la guerre (mise en scène des troupes de l'Alliance du Nord, image de bombardements) et les quotidiens nationaux ont adopté le même parti pris qui les a conduits à présenter de manière fragmentaire les enjeux politiques du conflit entre les talibans et les forces disparates opposées à ceux-ci (1).

Quant à l'avenir de l'Afghanistan, le rôle de Zaher Chah a été généralement sous-estimé, tandis que les démarches et les actions des royalistes étaient présentées comme celles de simples « opposants ».

En puisant dans l'information facilement accessible à tout citoyen familier de la Toile, essayons de donner une appréciation plus équilibrée des affaires afghanes.

De son exil romain, le roi n'a cessé depuis le début de l'attaque américaine de plaider pour la protection du peuple afghan et pour une solution pacifique. Alors que les Américains s'apprêtaient à attaquer son pays, le fils cadet du roi avait déclaré que lui et son père n'approuvaient pas « les attaques aveugles qui pourraient tuer des civils, des gens innocents. On peut éliminer les terroristes d'une autre manière » et les proches du

roi rapportèrent que celui-ci était « bouleversé et triste ».

Dès le début de la guerre, le 7 octobre, une rencontre entre le roi et des représentants de l'Alliance du Nord avait débouché sur la décision de la création d'un Conseil suprême d'unité nationale chargé de préparer une assemblée traditionnelle (Loya Jirgah) ayant à élire un chef d'État et un gouvernement de transition.

Le 9 octobre, le général Abdoul Wali, gendre et conseiller du roi, précisait la ligne pacifique et unitaire de Zaher Chah en déclinant au Pakistan tout droit d'intervention dans les affaires afghanes : « Il appartient aux Afghans et à eux seuls de choisir leur futur gouvernement », déclarait le général Wali qui mettait en garde les autorités d'Islamabad du danger qu'il y aurait à « jouer une ethnique contre une autre en Afghanistan ».

Le 13 octobre, le roi écrivait personnellement au secrétaire général des Nations unies pour lui demander l'envoi d'une « force multinationale de maintien de la paix » qui devrait entrer dans Kaboul dès la libération de la ville « pour maintenir la sécurité dans la ville et éviter ainsi les erreurs commises dans le passé ».

Ces initiatives furent immédiatement relayées par les royalistes qui organisèrent à Peshawar, les 24 et 25

octobre, une Conférence pour la paix et l'unité nationale de l'Afghanistan, animée par un proche du roi, Pir Sayed Ahmed Gailani. Considérant que « les opérations militaires peuvent causer la chute du régime taliban à tout moment » et créer une situation de « vide politique », les royalistes déclaraient que « si ce vide était rempli par un groupe particulier au moyen d'opérations militaires, cela entraînerait une nouvelle phase d'effusion de sang et de désordre et cela frapperait notre nation de nouveaux malheurs ». Les troupes de l'Alliance du Nord étaient alors à 40 km au nord de Kaboul.

Le 29 octobre, c'est un héros de la guerre contre les Soviétiques qui intervient : le commandant Aji Muhammad Zaman plaide pour une action collective après la tentative malheureuse d'un de ses compagnons d'armes, Abdul Haq, exécuté par les talibans alors qu'il tentait de rallier des Pachtoun à la cause du roi. « Nous avons besoin du soutien de la communauté internationale, d'un soutien financier et militaire, pour entrer en Afghanistan et lancer un mouvement organisé contre les talibans » déclarait le commandant Zaman qui redoutait la prise de Kaboul par les troupes du Nord : « cela ne serait pas bon pour le pays, nous les avons déjà vus gouverner pendant longtemps [de

1992 à 1996] c'était le chaos et la confusion ».

Le 6 novembre, les royalistes poussent de nouveau l'ONU à l'action. Le neveu de Pir Gailani, Ashaq Gailani, dirige le Mouvement national de solidarité pour l'Afghanistan (NSMA) qui regroupe quarante-cinq organisations afghanes : il déclare que les membres de son rassemblement ne sont « pas satisfaits de l'ONU » ni des Américains (qu'ils soupçonnent de chercher à s'implanter durablement en Afghanistan sans se préoccuper d'une solution politique rapide) et insiste sur l'urgence d'une initiative politique des Nations unies en vue du rassemblement de « tous les mouvements qui travaillent pour la paix ».

Le 14 novembre, lors de la prise de Kaboul par l'Alliance du Nord, le roi adresse un message à ses « chers fils » afghans :

« Je diffuse ce message à la veille du Ramadan. J'appelle à l'unité du peuple afghan. Évitez la vengeance et respectez les droits de l'homme. Restez calmes et soyez patients. Très prochainement, je rentrerai servir mon pays, non comme souverain, mais comme serviteur de l'Afghanistan. (...) Je vous invite à vous unir, le peuple et les leaders des divers partis, à la Loya Jirgah qui sera convoquée rapidement et portera au gouvernement les représentants du peuple afghan. Le vote politique qui en sortira devra être mis en oeuvre. J'invite en outre les « seigneurs de la guerre » à observer les règles internationales concernant les prisonniers de guerre. Les personnes qui se rendent devront être respectées. Je conclus avec une prière pour la paix, la sécurité et l'intégrité de l'Afghanistan ».

Avec le roi, espérons.

**Yvan AUMONT**

(1) Ces lignes ne doivent pas être prises pour une critique globale de la télévision et de la presse écrite : il y a eu d'excellentes émissions, tard dans la soirée, et de remarquables dossiers dans la presse écrite - notamment ceux publiés par *Télérama*.

# Politique musulmane

**La politique arabe de la France a vieilli. N'est-il pas temps d'imaginer ce que pourrait être une nouvelle politique arabe, voire une politique musulmane ?**

Les États-Unis, qui ont été les premiers surpris de la retraite des talibans, ont gagné une bataille. Ils n'ont pas encore gagné la guerre. En effet, celle-ci n'est pas seulement dirigée contre les réseaux terroristes internationaux. Elle a pour enjeu les masses musulmanes. Les Américains peuvent tout aussi bien gagner leur guerre et perdre la paix, c'est-à-dire échouer à rallier une majorité de croyants à travers les pays islamiques. Si le démantèlement des bases talibanes devait entraîner un ressentiment croissant et un regain d'hostilité, l'objectif aurait été manqué. Tout dépend donc de ce qui va suivre.

L'occasion a déjà été perdue au moins deux fois : après la guerre d'octobre 1973 et plus récemment après la guerre du Golfe. Cette fois encore, la question est posée : que faire de la victoire ? En l'occurrence, si victoire il y a, si donc les éléments les plus radicaux sont éliminés, qu'est-ce qui s'oppose à une évolution politique profonde des pays musulmans, tant à l'intérieur de leurs propres frontières que dans leurs rapports avec leurs voisins ?

Chacun pense immédiatement à un règlement de la question israélo-palestinienne, relancée à chaque fois, après 1973 à Camp David, puis après 1991 à Madrid. Y aurait-il un Camp David III ou IV ou un Madrid II ? Nous verrons bien. Mais au niveau où s'est situé l'événement, cette question même est liée à l'évolution interne des régimes ara-

bo-musulmans. On peut imaginer une ouverture extérieure, mais pas sans véritable réforme politique.

Il a été longtemps commode de se reposer sur des régimes autoritaires et laïques comme la Turquie, l'Irak ou la Syrie. Parallèlement, l'on a voulu voir dans l'islam conservateur diffusé par l'Arabie Saoudite un contre-feu efficace contre les violences de l'islamisme. Ces deux options parfois combinées, parfois entretenues successivement, par exemple en France au gré des changements de majorités politiques, ont brouillé l'image de l'Occident en général et de notre pays en particulier. Elles ont montré chacune leurs limites.

Le président Chirac avait essayé au début de son mandat de reprendre la grande tradition de la politique arabe en accentuant son appréciation d'un « juste-milieu » de l'Islam, à égale distance des dictatures et des fondamentalismes. Pour cela, il faut savoir faire la distinction entre le renouveau religieux incontestable dans l'Islam et le projet qu'on appellerait césaro-papiste où la religion absorbe le politique. Le lien subtil du religieux et du politique dans la religion musulmane demande à être soigneusement précisé.

Ainsi de la controverse sur l'existence de talibans modérés. On voit bien que l'on est à la recherche de formules qui n'attendent pas au religieux mais qui garantissent son caractère pacifique sinon apolitique. Dans le cas de l'émirat (régime des talibans et Arabie Saoudite), l'application de la Charia supprime le

politique. Par opposition, le califat, dans l'héritage ottoman, assurait la prééminence du politique. Le premier affirme la position la plus radicale, le second la plus ouverte et libérale, tous deux à l'intérieur d'interprétations du même livre sacré. Autre cas de figure encore avec le chiisme qui laisse les portes ouvertes à l'interprétation. L'évolution intérieure accomplie par l'Iran (élections, multipartisme, rôle des femmes, création culturelle) situe ce pays à l'opposé tant des talibans que de l'Arabie Saoudite.

Ce sont à partir de telles bases que devrait se reconstruire une approche du monde arabo-musulman, sans parler de l'islam de France. Une politique « éradicatrice » (au sens algérien du terme) du fondamentalisme, poursuivie à l'échelle mondiale n'aurait pas d'avenir si elle ne débouchait pas sur l'instauration d'un espace politique où laïcité et démocratie pourraient croître en parallèle. Il convient de sortir enfin du cercle vicieux de la démocratie totalitaire et de la laïcité antidémocratique. C'est plus facile à dire qu'à faire. Mais il faut franchement marcher dans cette direction : démocratiser et laïciser d'un même mouvement, sans que l'un déséquilibre l'autre.

La crédibilité du projet français dans le monde arabo-musulman sera fonction des progrès enregistrés dans la gestion de l'islam en France. Mais notre attitude vis-à-vis des dirigeants de ces pays et les contacts à tous niveaux, spécialement dans le domaine intellectuel, avec leurs populations aura aussi une influence directe sur les relations avec les musulmans de l'intérieur.

**Yves LA MARCK**

# Doha

Oyez la bonne nouvelle : il y a accord à Doha en vue de l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales.

M. Chirac et Jospin se sont déclarés satisfaits car ils ont obtenu la rédaction d'une formule hypocrite sur les subventions agricoles. Tout le monde a compris qu'il s'agissait de sauver la face, alors qu'on a mis une fois de plus le doigt dans l'engrenage ultra-concurrentiel qui détruit les économies et crée de la misère dans le monde entier. Qui dit cela ? Des antimondialistes fanatiques ? Pas du tout ! Dans une déclaration au *Monde* (6 novembre) Joseph E. Stiglitz, professeur d'économie à l'université Columbia, prix Nobel d'économie qui fut, tenez-vous bien, l'économiste en chef de la Banque mondiale et qui appartient à l'école libérale faisait observer que « la libéralisation commerciale (...) a été organisée pour les pays riches. Le mélange des politiques de libéralisation et des politiques économiques restrictives imposées par le FMI a créé un cocktail aux effets dramatiques pour les PED ».

Cet éminent professeur jugeait donc urgent de corriger les inégalités créées par les négociations antérieures avant d'ouvrir de nouvelles discussions.

Ce conseil n'a pas été écouté. La politique agricole européenne sera sacrifiée à terme, la production de médicaments génériques sera réservée aux pays qui peuvent... les produire (les populations des pays qui n'ont pas d'industrie pharmaceutiques continueront à souffrir et à mourir dans l'indifférence générale), les clauses sociales et l'environnement ont été sacrifiés (1). Non à Doha.

**Jacques BLANGY**

(1) cf la tribune de Jean-Pierre Chevènement dans *Libération* du 19 novembre.

**L'**idéologie semble avoir disparu en même temps que le communisme soviétique, les utopies révolutionnaires seraient à ranger parmi les nostalgies des soixante-huitards attardés. Ces opinions largement répandues sont démenties par l'apparition de nouvelles idéologies (l'ultra-libéralisme, la communication) et surtout de nouvelles utopies. Mais ces dernières sont moins facilement repérables que par le passé car il ne s'agit plus de fictions politiques, caractéristiques de la tradition européenne, mais de rêves technologiques typiques de l'utopie américaine et qui exercent aujourd'hui une inquiétante fascination.

**L'**utopie avait bonne presse dans les années soixante, tout comme l'imagination qu'on voulait alors « porter au pouvoir ». Mais lorsque les imaginatifs prirent les affaires publiques en main, il devint de bon ton de se proclamer pragmatique et de ranger les plus modestes des réformateurs sociaux dans la catégorie des rêveurs et des utopistes. Dans la même période, qui n'est pas terminée, le vieux discours sur la fin des idéologies fut repris et accommodé à toutes les sauces.

Place au réel - comme si la réalité politique ne pouvait plus être le fruit d'une idéologie ! Place à la technique - communicationnelle, biologique, médicale - comme s'il ne pouvait y avoir d'utopies techniciennes !

Certes on est toujours l'utopiste de quelqu'un et les accusations tourneraient en rond, d'une discipline à l'autre, d'une science à l'autre, si quelques esprits indépendants ne se préoccupaient pas de remettre les choses en ordre.

Quant à l'utopie, c'est fait depuis quelques années. Dans son ouvrage sur la « santé parfaite », Lucien Sfez a donné des définitions qu'il importe de connaître si l'on veut éviter de se perdre dans les nouvelles techniques et dans les discours plus ou moins fantasmagiques que celles-ci suggèrent.

### Définir l'utopie

Toutes les utopies classiques (l'abbaye de Thélème, l'Icarie de Cabet, le phalanstère fouriériste...) présentent des caractères communs qui constituent autant de critères :

1/ Le lieu isolé (île, couvent), qui sert de théâtre à l'intrigue utopique ;

2/ La toute-puissance du narrateur, qui a l'entière maîtrise de son récit ;

3/ Une hygiène de vie rigoureuse, à la fois corporelle et mentale : on lave, on se lave, on ne fume pas, on reste chaste selon un principe de transparence qui est aujourd'hui proclamé par les libéraux et par les libertaires ;

4/ La technique et les techniciens sont mobilisés par l'imaginaire utopique car ils permettent à la fois d'entrer sans délai dans la société nouvelle et de l'organiser. « L'univers utopique », écrit Lucien Sfez dans son introduction au colloque de Cerisy, est hiérarchique, catégorisé, spécialisé, il lui faut donc des experts techniques. Le hasard est exclu. C'est un monde sans aléa, sans impureté, sans mort ni décomposition, sans poussières ni étrangeté. Monde surnaturel et qui doit sa supériorité à l'artifice ».

5/ La technique permet le retour à l'origine, en vue de la refondation du monde sur la pureté édénique. La table rase est le lieu sur lequel on peut construire de nouvelles cités, où vivront des habitants régénérés qui parleront une nouvelle langue.

Tels sont les éléments qui permettent d'identifier une utopie, du moins sur le continent européen où les utopistes ont des ambitions philosophiques et moralisantes qui visent, par le détour de la fiction, la critique des valeurs et de l'ordre établi. En d'autres termes, l'utopie assure la médiation entre ce qui existe et ce qui doit être.

Mais Lucien Sfez montre que l'utopie américaine présente des caractéristiques particulières. En Europe, le récit utopique est politique. Aux États-Unis, l'utopie est technologique, elle prétend au gouvernement direct des hommes par la science. Les utopistes américains sont des ingénieurs, des architectes, des hommes d'affaires. Leur rêve, le rêve américain,

## Nouvelles utopies

# Sciences en fiction

est de changer la vie par le moyen de la technique. C'est la technique qui assure la médiation entre l'utopie et la réalité, entre l'Amérique rêvée et l'Amérique qui se réalisera dans l'avenir. Par exemple, lorsque Kellogg invente ses célèbres *Corn flakes*, c'est moins pour gagner de l'argent que pour donner à la jeunesse américaine l'énergie qui lui est nécessaire pour bâtir l'Amérique. Cela en appliquant strictement les règles d'hygiène et de tempérance posées par les utopistes européens.

Ainsi définie et située, l'utopie contemporaine a pris le pas sur l'idéologie, dont elle se distingue nettement. L'utopie repose sur le principe de non-contradiction, alors que l'idéologie est dialectique, polé-

mique - ce qui implique des avancées et des reculs, des défaites et des victoires. « Si toutes deux ont vocation à la totalité », écrit Lucien Sfez dans son « Que sais-je » (p.73), l'idéologie continue de travailler sur le mode symbolique, par cristallisation d'images antagonistes et de concepts dialectiquement organisés qui expulsent le mal et constituent une identité idéale, alors que l'utopie travaille dans l'imaginaire en dépassant les antagonismes par des surimpressions analogiques et simultanées de pôles en tension ».

Ces définitions et ces distinctions permettent au citoyen ordinaire de préserver la distance critique face aux merveilles qui nous sont présentées et aux séduisants discours qui orchestrent la marche triom-



phale vers une nouvelle forme d'avenir radieux.

### Nouvelles utopies

Ceux qui professent les nouvelles utopies prennent prétexte de recherches scientifiques qui ont ou qui ont eu un grand retentissement : le projet Génome qui porte sur les éléments constitutifs de la structure de l'ADN, sur la localisation, les fonctions et les modes d'action des gènes humains ; le clonage qui consiste à reproduire à l'identique une cellule mère ou un organisme entier ; le projet biosphère II, expérience au cours de laquelle quatre êtres humains furent placés dans un hangar de verre pour vivre pendant deux ans dans une atmosphère pure de toute pollution, au milieu de végétaux et avec quelques animaux sous les rayons du soleil de Californie ; ou encore la tentative de « Vie artificielle » qui vise la production de créatures électroniques capables de se nourrir, de se reproduire et de vivre en société.

Tous ces projets ont fait naître le rêve d'une complète purification des corps et même, avec *Artificial life*, de l'immortalité de créatures électroniques dés-incarnées mais pleinement conscientes et intelligentes. Dans le prolongement du livre que Lucien Sfez a consacré en 1995 à la « santé parfaite », un colloque tenu à Cerisy a permis de passer au crible cette nouvelle utopie et les pratiques qui s'y rattachent. Contre l'opposition sommaire entre l'abstrait et le concret, entre le rêve et la réalité, nous voyons très nettement que les utopies biotechnologiques orientent déjà la pratique médicale, conduisent à un modelage des corps et influent fortement sur nos habitudes alimentaires et sur nos comportements. Prenons quelques exemples dans les nombreuses et très riches communications faites à Cerisy-la-Salle :

La pratique médicale actuelle est inscrite dans un dualisme issu de la philosophie cartésienne qui dissocie l'homme (sujet pensant) et son corps. Comme le montre David Le Breton, c'est selon cette conception implicitement normative que l'on soigne la maladie plutôt que le malade, ce qui expose les patients à maintes souffrances morales (leur solitude dans l'appareil technique et administratif de l'hôpital) et physiques (lorsqu'il y a acharnement thérapeutique) qui posent de très difficiles questions éthiques.

Ce dualisme ne doit rien au christianisme (qui apporte la promesse de la résurrection de l'homme dans son « corps glorieux ») mais procède des traditions gnostiques (chute de l'homme dans son corps) qui font de la chair la « part maudite » que certains tentent de remodeler (chirurgie esthétique, et maintenant ablation d'organes, les ovaires par exemple) et que d'autres rêvent d'abolir,

par peur de la mort, afin de le remplacer par une machine qui fonctionnerait beaucoup mieux et qui pourrait un jour fonctionner parfaitement.

Or, nous dit David Le Breton, « la technoscience poursuit un fantasme : comment faire de ce brouillon du corps [le nôtre, tel qu'il est aujourd'hui], un objet fiable, digne des procédures rigoureuses de la pensée savante ». La voie est ouverte, pour les techniques de sélection des enfants avant leur naissance, sur décision des ingénieurs du corps humain.

Quant aux rêveries sur l'ADN, François Dagognet montre précisément comment le corps vivant résiste à l'utopie d'une reproduction à l'identique. L'éminent professeur prévient que la technique, aussi efficace soit-elle, ne nous permettra pas de reconstituer un corps, mais aboutirait à fabriquer « un corps probablement insolite, sinon inapte, plus fragile - normalisé peut-être mais nullement normatif ». D'ailleurs, la santé n'est pas seulement un problème technique, comme le montre Philippe Raynaud qui fait l'analyse de l'origine de l'hygiénisme, de ses prescriptions et de ses contradictions - la plus visible étant l'interdiction de fumer du tabac dans les lieux publics alors que les esprits « éclairés » militent pour la dépénalisation de certaines drogues. Celles et ceux qui cherchent le « bon » régime alimentaire liront avec profit (et sans grignoter des cacahuètes !) la communication de Guy Paillotin sur « L'utopie du nutritionnellement correct ».

Sans négliger les contributions de Pierre Musso (« L'utopie de l'organisme-réseau »), d'Henri Atlan (« Nouveaux modèles et nouvelles métaphores en biologie ») et de René Passet (« L'homme et la biosphère malades de l'économie ») il faut lire attentivement la communication conclusive d'Odile Marcel (philosophe trop peu connue) qui dénonce le « leurre technomarchand et pantehniciste » comme culture des classes dirigeantes qui gèrent à leur profit le monde globalisé. Nous voici ramenés au souci politique, à la nécessité de mettre en œuvre une politique de la santé qui ne ferait pas l'impasse sur une véritable philosophie du corps.

Maria DA SILVA

### Références

« L'Utopie de la santé parfaite ». Colloque de Cerisy, sous la direction de Lucien Sfez - P.U.F. 2001 - prix franco : 160 F ;

Lucien Sfez - « La santé parfaite, crit d'une nouvelle utopie », Le Seuil, 1995, franco : 147 F et « Le rêve biotechnologique », Que sais-je, PUF, 2001, prix fra 50 F.

A titre d'exemple d'une pensée sur le corps : Claude Bruaire - « Philosophie du corps », Le Seuil, 1968, malheureusement épuisé.

## Du général de Gaulle... au maréchal Pétain

Dans l'inventaire des hommes et des femmes qui n'ont pas désespéré en juin 1940, Gilbert Renault, dit le colonel Rémy, demeure un exemple. Il est de ceux qui, volontairement et immédiatement, se sont mis au service de la France sans rien attendre du pouvoir politique républicain, sans rien attendre des hommes politiques qui gèraient la débâcle.

Gilbert Renault est, avant-guerre, ce que l'on appelle un col blanc. Ayant débuté comme employé de banque, il prend quand même un chemin de traverse en se tournant vers le cinéma et, avec deux amis, fonde sa société de production. Leur premier film, *Les Perles de la Couronne* avec Sacha Guitry, est un succès. Bien qu'ayant participé, aux côtés des Camelots du roi, à la manifestation du 6 février 1934, il n'est pas un militant politique, juste un lecteur assidu de *L'Action française*. Rien là qui pousse à la dissidence, à la clandestinité. Pourtant cet homme, père de cinq enfants, non mobilisable en raison de ses charges de famille, n'hésite pas, dès le 17 juin 1940 à tout quitter pour passer en Angleterre. Sa décision n'est pas due au hasard, le colonel Rémy le dira et le redira souvent : « *Nourri de L'Action française, il ne m'était pas possible de reconnaître comme définitive la défaite de la France. J'allais tout naturellement là où il m'apparaissait qu'on allait continuer à se battre* ». Car Gilbert Renault, comme nombre de résistants de la première heure, vient de la nébuleuse royaliste.

A son arrivée à Londres il convainc André Dewavrin (Passy) - le chef du service de renseignement des Français li-

bres - de le renvoyer en France. De retour dans son pays, en octobre 1940, il va bâtir le réseau *Confrérie Notre Dame*, réseau qui deviendra l'une des principales sources de renseignements pour les hommes du général de Gaulle. Ce bon catholique et ce royaliste sera même le premier à contacter la résistance communiste. Ce sera lui qui conduira Fernand Grenier, député de Saint-Denis, évadé du camp de Chateaubriant, délégué du Comité central du Parti communiste, auprès du chef de la France Libre.

La Libération venue il participa, à la demande du général de Gaulle, à la création du Rassemblement du Peuple Français (R.P.F.). Ainsi, pendant dix ans, le colonel Rémy travaille avec et pour le général de Gaulle, au point que leurs deux familles deviennent intimes et pourtant... Et pourtant le 11 avril 1950 dans l'hebdomadaire *Carrefour* d'Émilien Amaury (autre grand résistant) paraît un article au titre évocateur : « *La justice et l'opprobre* » qui va rejeter Gilbert Renault hors du R.P.F. et l'éloigner définitivement du général de Gaulle. Le titre de cet article est une référence directe aux propos tenus quelques jours auparavant par le général de Gaulle au cours d'une conférence de presse : « *c'est un opprobre que de laisser en*

*prison un homme qui va avoir quatre-vingt-quinze ans (...)* L'amnistie, c'est une voie, il faut l'ouvrir et y marcher avec le souci de l'unité nationale ».

A la sortie de la guerre, Gilbert Renault s'était noué d'amitié avec un autre résistant, le chanoine Desgranges (1), ancien député du Parti démocrate populaire (Renault avait d'ailleurs voté pour lui en 1928). C'est l'époque où Desgranges commence la rédaction de son livre « *Les crimes masqués du résistancialisme* » qui paraîtra en 1948. Desgranges place son combat dans le refus de l'injustice plaignant les « *innombrables Dreyfus qui gémissent dans les prisons de la IV<sup>e</sup> République* ». Le vieux maître de *L'Action française*, Charles Maurras, emprisonné, se révoltera contre cet amalgame. D'ailleurs, aveuglé par sa logique, il s'écriera à l'issue de son procès, lors de la lecture du jugement : « *c'est la revanche de Dreyfus...* ». Desgranges va convaincre Rémy de la justesse du combat qu'il mène contre les excès de l'épuration.

Lors d'une conversation en mars 1947 et en présence de Claude Guy, l'aide du camp du général, de Gaulle aurait dit au colonel Rémy : « *Voyez-vous Rémy il faut que la France ait toujours deux cordes à son arc. En juin 1940, il lui fallait la corde Pétain, aussi bien*

*que la corde de Gaulle* ». Rémy se sert de cette confiance pour expliquer que les procès (dont celui de Pétain) devraient être rejugés... Dès lors, Rémy le résistant exemplaire, va venir témoigner dans de nombreux procès d'après guerre. Il se rapproche (par l'intermédiaire de Pierre Boutang) des restes de *L'Action française*, tout en poursuivant, jusqu'à la fin de ses jours, son double combat pour la justice et pour faire connaître la Résistance. On lui doit près d'une centaine d'ouvrages sur le sujet.

Le « drame » de Gilbert Renault est qu'il fut un homme généreux dont les convictions catholiques l'empêchaient d'accepter le mensonge. Entouré, flatté, sollicité de toutes part, il eut parfois du mal à distinguer le bon grain de l'ivraie mais il ne fut jamais un « quinquallier » de la politique, ni un homme à rechercher les honneurs. Il n'a jamais renié ses idées pour un hochet, une médaille. C'est tout à son crédit. La belle biographie (la première) que Guy Perrier vient de publier mérite d'être lue car elle redonne à cet homme, à ce royaliste résistant, toute sa place dans un temps, le nôtre, où les hommes d'honneur se font rares. Ajoutons que Guy Perrier n'ignore point et ne passe pas sous silence les aspects qui semblent les plus contradictoires de la vie du colonel Rémy comme il l'avait déjà fait dans ses livres sur Pierre Brossolette ou le colonel Passy.

### François-Marin FLEUTOT

Guy Perrier - « *Rémy - L'agent secret n°1 de la France libre* » - Éd. Perrin, 2001, 300 pages - prix franco : 129 F. Guy Perrier est aussi l'auteur de « *Le colonel Passy et les services secrets en France libre* » Hachette, 1999 (prix franco : 146 F) et « *Pierre Brossolette, le visionnaire de la Résistance* » Hachette, 1997 (prix franco : 151 F).

(1) Dans son livre « *Les dreyfusards sous l'Occupation* » (Éd. Albin Michel, 2001 - prix franco : 147 F) Simon Epstein présente le Chanoine Desgranges comme philosémitisme.

## Penser la crise

Jean Baudrillard remarquait dans un récent article du *Monde* que la question du bien et du mal est inassimilable pour la philosophie des Lumières : « *On considère le Mal, métaphysiquement, comme une bavure accidentelle, mais cet axiome, d'où découlent toutes les formes manichéennes du Bien contre le Mal, est illusoire. Le Bien ne réduit pas le Mal, ni l'inverse d'ailleurs : ils sont à la fois irréductibles l'un à l'autre et leur relation est inextricable.* » (1) Voilà qui est digne d'un vrai philosophe et qui va à contre-courant d'une croyance naïve dans le progrès univoque de la civilisation, de la démocratie et de l'Occident. C'est que le manichéisme est une facilité de jugement auquel on succombe parfois malgré soi. La politique y est d'autant plus encline qu'elle a besoin de désigner des ennemis, en les diabolisant. Sans doute arrive-t-il que les ennemis soient de fait diaboliques, à l'image des possédés de Dostoïevski, comme les nazis, les staliniens, les terroristes nihilistes. Mais attention, leur exemple peut se révéler contagieux et il arrive qu'on se comporte de façon aussi criminelle pris dans un affrontement de doubles.

Le mal n'est pas de même nature métaphysique que le bien, car il ne se définit pas comme positivité. Négativité pure, il n'existe que par l'être qu'il parasite, corrompt ou pervertit. L'illusion est de croire qu'on peut limiter délibérément sa force et son espace de nuisance. Grâce en particulier aux progrès du droit, de la tolérance, du pluralisme, de l'action humanitaire, toutes choses par ailleurs excellentes, nécessaires, même indispensables. Mais selon le vieil adage latin - *corruptio meliorum pessima* - tout peut être gâché, et le droit lui-même, dans lequel certains ont vu l'agent infailible de la fin de l'histoire, peut devenir facteur de non-droit, notamment lorsqu'il introduit le règne du fantasme dans l'organisation sociale. C'est pourquoi il y a lieu de remettre en cause toute une philosophie politique moderne, qui, construite, selon les préjugés idéalistes, croit à l'irréversibilité du processus démocratique et considère que la Raison chasse l'obscurantisme par le seul prestige de ses évidences.

Le grand philosophe politique qu'était Carl Schmitt a fondé toute sa pensée sur le déni de cet optimisme. C'est pourquoi il procédait à un retour à la grande philosophie classique, celle qui préalablement, dans un questionnement socratique, ne cesse de poser les questions anthropologiques, les plus énigmatiques, telle celle du bien et du mal. Dénouant au préalable l'équivalence de l'idéal et du vrai, il montrait l'infirmité des systèmes idéologiques incapables de penser la crise. Une crise qui est au cœur de l'histoire, et qui, sans cesse, est prête à ressurgir au moment où on ne l'attend pas.

On ne s'étonne donc pas que, dans son dernier livre, René Girard fasse explicitement appel à Carl Schmitt qu'il cite toujours, dit-il, lorsqu'on lui reproche de parler de violence et de crise : « *Carl Schmitt révèle que la seule science possible pour le monde des Lumières était la science de l'ordre. Il considère aussi que cette science de l'ordre n'est pas l'ordre. Il s'agit du discours sur l'ordre. (...) discours sur l'ordre même proclamé pendant des siècles, peut très*

*bien ne pas refléter la vérité. Ce que dit Carl Schmitt est valable pour toutes les sciences de l'homme, pour l'anthropologie, comme pour la science juridique et la science politique. Cela s'applique aux sciences de l'homme qui n'ont jamais réussi à penser la crise (...)* Le philosophe des Lumières ne l'envisage jamais sous cet angle, parce qu'elle fait de la crise une rupture accidentelle de l'ordre, quelque chose de purement irrationnel qui, par conséquent, n'est pas pensable. »

Les événements du 11 septembre devraient jeter quelque trouble dans la vision optimiste, fondée sur l'idéalisme des Lumières. Il semblerait qu'ils imposent une pensée de la violence et de la crise, celle en qui Schmitt et Girard se reconnaissent spontanément. Eh bien, il semble que ce ne soit pas le cas. Les chantres de la mondialisation heureuse n'en démordent pas. Ce qui s'est passé à New York et à Washington constitue une anomalie, provisoire, contre laquelle la coalition du Bien ne tardera pas à faire prévaloir la raison et le droit. C'est sans doute pourquoi Alain Minc et même Jacques Julliard (qu'il veuille bien me pardonner !)

ont si mal réagi à l'article de Baudrillard, qui concernait la seule stratégie du mal. Sans doute, y a-t-il risque de complaisance nihiliste, à entrer dans le vertige du mal, et l'analyste retors qu'est Jean Baudrillard peut souvent donner le sentiment d'être plus qu'à son aise dans la description des spirales et des volutes de la symbolique terroriste. Mais le problème est de savoir s'il est utile de déboucher le mal dans ses procédures perverses.

Oui, répond René Girard, qui redit sa conviction pessimiste et augustinienne, en appelant Anaximandre à la rescousse : « *L'ordre humain sort toujours du chaos, et retourne au chaos* ». Diable ! Ne serait-ce pas, par esprit de système, camper sur un scepticisme aussi dangereux que l'idéalisme ? Non, parce que Girard n'exclut pas l'hypothèse du bien, et surtout parce qu'il a toujours signifié son refus de la résolution violente, qui sacrifie l'innocent à un ordre injuste. Certes, il sait la précarité de la paix sociale, mais il plaide pour la lucidité qui permet de déboucher la perversité des agents du chaos. Son christianisme résolument non-violent ne le dispense pas d'un réalisme politique qui impose des solutions provisoires mais nécessaires d'ordre sacrificiel.

Ainsi nous offre-t-il un débouché au-delà de l'illusionnisme progressiste et du consentement au mal et à sa fatalité. Pour cela il dispose de deux ressources : le christianisme et la science. Croyant, René Girard trouve dans les Écritures l'origine du mal et la Croix lui paraît la seule perspective de salut des sociétés. Mais il n'en renonce pas pour autant à la science moderne, celle qui est supérieure à une certaine raison parce qu'elle discerne un ordre de réalités auquel celle-ci ne réagit pas : « *Pour moi, être raisonnable, plutôt que rationaliste, signifie croire à la science.* » Une science qui se distingue par sa perception de la menace qui plane sans cesse sur la raison. Sans doute, est-ce pour cela qu'il existe tant d'affinités entre les analyses de Baudrillard et celles de Girard. Le mimétisme et le sacrificiel sont sans cesse présents dans la pensée du premier. Quand il dépeint les événements du 11 septembre en parlant de « *modèle sacrificiel qui oppose à l'ordre historique et politique la forme symbolique la plus forte du défi* », il partage avec l'auteur de *La Violence et le Sacré*, la même aptitude à penser la crise.

(1) *Le Monde*, samedi 3 novembre 2001 « L'esprit du terrorisme ».

René Girard, « *Celui par qui le scandale arrive* », Desclée De Brouwer, prix franco : 120 F.

par Gérard Leclerc



## Prix

## Voyage en politique

Fondée il y a trois ans, à l'initiative d'associations de défense et de promotion de la langue française, l'Académie de la Carpette anglaise, attribue chaque année un « prix d'indignité civique » à une personnalité qui s'est particulièrement distinguée dans la promotion de l'anglo-américain au détriment de notre langue nationale.

Cette année, le jury avait à choisir parmi un nombre important de candidats tant il est vrai que nos « élites » dirigeantes, sous prétexte de mondialisation, veulent gommer toutes les identités nationales et niveler les différences linguistiques au profit d'un sabir de bazar, dérivé de l'anglais, et qu'elles voudraient promouvoir comme langue mondiale unique.

Cette abondance a conduit le jury à attribuer cette année deux prix, le deuxième étant attribué « à titre étranger » à une personnalité de la nomenclature européenne ayant collaboré à la propagation de l'anglo-américain dans les institutions européennes.

A l'issue des délibérations du jury, Philippe de Saint Robert a annoncé que les deux « lauréats » sont, d'une part, Jean-Marie Messier, président de Vivendi Universal, qui, dans ses sociétés, favorise d'une manière systématique l'anglais comme langue de communication habituelle et, d'autre part, Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen, pour son goût immodéré de la langue anglaise dans l'exercice de ses fonctions.

Honte à eux !

Y.A.

**Voyage au cœur de l'Assemblée Nationale. Initiation à toutes les subtilités et contradictions d'une vie politique à l'image d'une société française en interrogation sur l'avenir de sa citoyenneté. Entre anecdotes et réflexion de fond, l'ethnologue Marc Abelès offre une étude vivante.**

Sous la présidence de Laurent Fabius, l'Assemblée Nationale a accueilli Marc Abelès. L'ethnologue s'est appliqué à l'analyse détaillée des rites, mythes, procédures et règlements de ce petit univers, à la fois représentatif et fortement distinct du reste de la société.

Le chercheur ne s'est pas arrêté à une simple description des principes et des pratiques du petit monde du Palais-Bourbon. Marc Abelès s'est interrogé sur la pertinence et le sens réel de ces principes et pratiques parlementaires, évaluant les moyens mis en œuvre, les jeux d'actions déployés, au regard des objectifs visés.

L'ethnologue a également analysé et mesuré les écarts existant souvent entre les objectifs affichés d'une pratique, les postulats fondateurs d'un principe proclamé, et les desseins réels, non-écrits, insaisissables pour le non-initié, qui en justifient la pérennisation et en commandent l'usage. En marge de sa réalité officielle, la Communauté du Palais-Bourbon cultive une multitude de codes tacites maîtrisés par ses seuls membres, que le chercheur dénoue et illustre.

Sous la précision des règlements régissant notre vie parlementaire, Marc Abelès nous guide au travers d'un univers beaucoup plus ambigu et complexe que nos institutions ne le laissent paraître au prime abord.

Au-delà de l'observation du quotidien parlementaire, l'ethnologue s'interroge, et nous interroge, sur les liens, les incompréhensions et parfois les ruptures profondes existant entre d'une part, les réalités institutionnelles et humaines du monde politique, et d'autre part, le reste de la société française, n'ayant pas accès à la réalité vivante de cet univers politique.

La vie de nos politiques nous reste opaque, insaisissable, et notre réflexe collectif est de combler cette méconnaissance, en oscillant entre deux attitudes extrêmes, le paradoxe de notre citoyenneté : d'un excessif respect des institutions, interdisant de penser leur rénovation, à une excessive suspicion de malhonnêteté et d'incompétence appliquée à l'ensemble de la classe politique.

Mais Marc Abelès nous montre qu'institutions et hommes sont indissociables. La structure des premières conditionne les errements des seconds. Les pratiques des seconds garantissent l'ajustement des premières aux aléas de la société en marche. Et dans ce cadre, s'inscrit la vie de la République, de grands principes en compromis, d'idéaux portés sincèrement en desseins inavoués, de règles du jeu claires et de confrontations loyales en coups bas et négociations de couloirs.

Quelle vision générale ressort d'une telle étude ? Juste que la France est bien un état de droit solidement ancré dans

une démocratie vivante, mais que cette démocratie est fragile. Fragile comme la volonté des hommes soumis aux aléas d'un présent parfois brutal et démobilisateur, complexe, interdisant souvent les positionnements tranchés, imposant la demi-mesure, les révisions de jugement et l'acceptation de l'erreur.

L'ensemble des principes, des engagements moraux, des idéaux, des utopies aussi, portés par le projet démocratique n'irriguent la société qu'à condition que les membres de cette société ne témoignent d'une volonté de les rendre vivants, au prix de ces difficultés. Dans cet exercice, les politiques sont les plus exposés, soumis au risque permanent de défaillances individuelles ou collectives.

Ce risque exige que notre vigilance citoyenne se porte sur nos politiques, que nous nous donnions les moyens de les comprendre, les évaluer, les interpeller... en sanctionner les dérives aussi. Mais ce risque exige également que nous mesurons la compassion nécessaire à témoigner à l'égard de ceux qui, députés, maires, élus locaux ou nationaux, s'exposent au front de tous les enjeux et contradictions portés par notre société.

Notre désamour pour le politique naît probablement avant tout d'une méconnaissance de sa réalité concrète. Ce livre de Marc Abelès participe d'une volonté de réduire cette méconnaissance. A la suite de telles initiatives, reste à attendre l'affirmation d'une volonté plus forte du politique lui-même d'aller en ce sens.

Alexandre RENAUD

Marc Abelès - « Un ethnologue à l'Assemblée » - Odile Jacob. 2000, 285 pages - prix franco : 150 F.

## ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la Nouvelle Action Royaliste est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

## INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse mël et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ». Un simple message nous indiquant votre désir à royaliste@multimania.com suffira.



**Le livre de Sylvie Fernoy et Bertrand Renouvin est en vente à notre service librairie au prix de 90 F (franco)**

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

## Duc de Vendôme

A l'occasion du voyage d'études qu'il effectue en Lorraine les 8 et 9 décembre, le prince Jean, duc de Vendôme présidera un dîner sur le thème de l'enfance qui se tiendra le samedi 8 décembre à 20 heures précises à l'Abbaye des Prémontrés à Pont-à-Mousson.

✉ L'inscription pour le dîner est à faire auprès de l'association Histoire et Culture, 84 rue de Badonviller, 54000 Nancy (tél. 03.83.96.67.74). La participation au frais est de 180 F par personnes

## PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

## FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

## MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 28 novembre : A quelques semaines du « passage à l'euro », comment peut-on annoncer l'échec de ce qui paraît être une fatalité ? Bertrand RENOUVIN et Sylvie FERNOY ont repris toute la question monétaire et refait l'histoire de cette prétendue « monnaie unique » pour étayer une conviction déjà ancienne : « L'euro, ni fait ni à faire ». Sous l'absurdité d'une monnaie sans État souverain, se cache la violence d'une arme monétaire qui est conçue comme instrument de la guerre sociale menée par des groupes d'intérêts financiers. La réflexion sur le fond et la critique sociale ouvriront sur une discussion qui permettra

d'envisager les moyens de lutte contre la fausse fatalité de l'euro.

♦ Mercredi 5 décembre : Économiste et historien, directeur du Centre international de recherches sur l'antisémitisme à l'Université hébraïque de Jérusalem, Simon ESPSTEIN a retracé dans un livre passionnant l'itinéraire politique des défenseurs du capitaine Dreyfus. On pensait que ces intellectuels et ces militants de gauche avaient mené jusqu'à leur dernier souffle le combat pour la République et la démocratie contre les réactionnaires de droite. Cette conception manichéenne des « deux France » doit être réexaminée de fond en comble. Étudiant « Les dreyfusards sous l'Occupation », notre invité montre que les principales figures de la collaboration viennent de la gauche et nombre de défenseurs du malheureux capitaine sont devenus pétainistes, antisémites et parfois même ouvertement nazis. Réapprenons notre histoire !

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

## CONGRÈS

Le Congrès de la NAR aura lieu le dimanche 14 avril. Rappelons que le Congrès rassemble les membres du Comité directeur, ceux du Conseil national ainsi que des cadres du mouvement désignés par le Conseil national. Les thèmes retenus pour le congrès de cette année sont

« Le système d'enseignement : quelles orientations choisir ? » et « Réflexion sur la fonction présidentielle ». Tous les adhérents sont invités à participer aux travaux préparatoires du Congrès et en particulier à ceux de la Commission Nationale du Projet qui se réunira le 13 avril.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Que les citoyens s'organisent !

**L**es policiers sont dans la rue, la gendarmerie gronde, des ouvrières et des ouvriers menacent de faire sauter leur usine afin d'obtenir une assistance minimale... Ces récents mouvements de révolte annoncent la déroute des oligarques de droite et de gauche. Les postures démagogiques de Jacques Chirac sont insignifiantes et il importe peu que Lionel Jospin assure lui-même l'expédition des affaires courantes ou s'en décharge sur un quelconque commis – Olivier Schrameck par exemple.

Nous n'avons plus le loisir de commenter cet effondrement. Il faut éviter qu'un déchaînement de la violence sociale, portée au paroxysme par la récession et le proche chaos monétaire, ne donne la prime à un aventurier à la mode italienne – Silvio Berlusconi ou pire. Cette angoisse n'a plus lieu d'être puisque Jean-Pierre Chevènement a engagé un processus qui pourrait faire sauter le verrou oligarchique. Comment ? Par le rassemblement des patriotes de droite et de gauche. Pour quel objectif ? La restauration de l'État et la défense de la nation, ce qui implique effectivement la défaite des deux clans qui se succèdent au gouvernement et qui se partagent le pouvoir – pour n'en rien faire. Cet objectif peut-il être atteint ? Toute campagne électorale est riche de surprises, bonnes et mauvaises, mais un observateur qui ne prend pas (ou pas encore) parti – sauf le parti de la paix civile – peut d'ores et déjà se réjouir que le rassemblement se fasse autour de Jean-Pierre Chevènement, qui est sans conteste un républicain intègre. Ce

qui préserve la France de l'aventurisme.

Ce ferme souci du bien commun et cette volonté de salut public peuvent-elles suffire ? Franchement, non. Nous ne croyons pas à l'homme providentiel, ni même à une symbolique princière ou royale qui se suffirait à elle-même (1). Il faut que l'homme d'État garde la confiance du peuple au-delà du moment électoral. Il faut que le rassemblement qui l'a porté aux affaires gagne en consistance afin



que la dialectique des forces politiques alimente à nouveau la vie démocratique. Autrement dit : il faut que les citoyens s'organisent au plus vite. Mais comment ?

Sur ce point, nos convictions sont anciennes. Elles dépassent donc les problèmes posés par la démarche de Jean-Pierre Chevènement, elles se nourrissent de réflexions tirées de diverses situations observées à l'étranger et elles pourraient s'inscrire dans la question générale de la « sortie de l'ultra-libéralisme », qui ne doit pas aboutir aux déconvenues et aux tragédies engendrées par la sortie manquée du communisme soviétique. Nous ne voulons pas donner des leçons de stratégie et de tactique,

mais contribuer à la réflexion sur les conditions générales de la renaissance républicaine et démocratique dans les pays où l'État est incarné par un roi ou par un Président décidé à accomplir sa tâche.

C'est dans cet esprit que je propose nos thèses, quant à la réorganisation des forces politiques nationales.

Nous éprouvons actuellement les limites des réactions fusionnelles et des dénégations passionnelles : une démarche politique ne peut procéder de l'antimondialisme et de l'antiaméricanisme.

La nécessité de résister à la globalisation financière et à l'hégémonie des États-Unis étant acquise, nous pouvons délimiter le champ d'un accord politique minimum par la réaffirmation de principes et de définitions classiques : - la laïcité, qui exclut, dans le respect des religions, l'organisation et la représentation politique « communautaire » de religiosités ;

- la définition de la nation comme collectivité historico-juridique, qui exclut l'ethnisme fondé sur des fantasmes de solidarité raciale ou régionale ;

- la définition de l'État comme serviteur de l'intérêt général, qui oblige à circonscrire les interventions des organisations professionnelles et des groupes de pression (les écologistes patentés comme les chasseurs...).

Nous pouvons dès lors espérer la reconstitution des diverses familles politiques de la nation (communisme, socialisme, démocratisme chrétien, gaullisme, traditionalisme, libéralisme politique) selon des traditions repensées. C'est ce travail intellectuel, en cours et bien avancé, qui engendrera de nouveaux projets soumis à confrontation démocratique...

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. les éditoriaux des n° 779 et 781.